

PNC-France a questionné les candidats à l'élection présidentielle sur leur programme énergétique

Énergie, climat, indépendance énergétique se sont enfin invités dans le débat, portés par l'envolée des prix de l'énergie et le conflit ukrainien. Devant l'urgence aussi bien économique et sociale que climatique, mais plus encore géopolitique, les positions évoluent vers un abandon de positions idéologiques, encore tranchées pour certains, qui prévalent depuis deux quinquennats.

PNC-France a demandé à l'ensemble des candidats de répondre à une quinzaine de questions visant à clarifier leur programme et a reçu cinq réponses complètes et détaillées, de M. Le Pen, J-L. Mélenchon, V. Péresse, F. Roussel et E. Zemmour. Nous les en remercions. Deux autres se sont limités à l'envoi de leurs programmes, peu détaillés, Y. Jadot, P. Poutou. Les autres candidats, y compris E. Macron, ont préféré ne pas répondre à notre demande.

Les réponses au questionnaire (consultable ci-dessous, ainsi que les réponses reçues), sont analysées au regard de leur caractère pragmatique et robuste. En effet, la dimension stratégique et sociétale de la politique énergétique réclame des explications scientifiquement validées et une vision à long terme engageant des investissements considérables.

- La majorité des candidats qui ont répondu considère indispensable un pilotage de la politique énergétique par un ministère dédié « Énergie et réindustrialisation » plutôt que par le Ministère de l'environnement. Ils insistent sur le caractère de service public de l'électricité et n'excluent pas de nouvelles nationalisations.
- Une gestion idéologique du thème Énergie est majoritairement rejetée : la rigueur scientifique et technique doit être associée à une prise en compte de l'expérience politique du titulaire de ce ministère. L'expérience militante est le critère le plus mal noté.
- Le caractère incontournable d'un nucléaire durable s'ancre dans le pays, et ceux qui lui restent résolument opposés sont plus prudents sur les délais de sortie (2045 ou indéterminé, sauf P. Poutou qui la situe dans 10 ans). Électoralement, la droite et le parti communiste considèrent que le nucléaire doit constituer le socle robuste de notre mix électrique, avec une contribution plus limitée des EnR, associé à une simplification des procédures. Un camp résolument anti-nucléaire persiste (Y. Jadot, J.L. Mélenchon et P. Poutou) à retenir des scénarios forts en EnR, sans présenter d'analyse des conditions techniques ou financières associées. Le même camp approuve l'arrêt prématuré de Fessenheim.
- Une opposition franche apparaît entre les tenants d'une substitution volontariste de l'électricité aux énergies carbonées, avec quasi doublement de sa production (750 à 1 000 TWh), et ceux qui proposent un changement vers une société frugale impliquant une décroissance drastique de la consommation d'énergie finale, tout en s'abstenant de poser l'équation économique, sociale et politique qu'elle implique.

- La volonté de préserver notre patrimoine hydroélectrique est exprimée de façon unanime. Tous les candidats qui se sont exprimés s'opposent à la volonté de la Commission européenne de mise en concurrence des concessions d'exploitation de nos barrages.
- L'inquiétude sur l'évolution du prix de l'électricité est très perceptible avec d'une part un souhait largement partagé de réforme globale du marché, avec un prix reflétant celui des moyens de production du pays et non ceux de l'Europe (avec les solidarités nécessaires). Tous les candidats veulent supprimer ou réviser profondément le mécanisme tarifaire d'ARENH, qui a considérablement affaibli EDF sans bénéfice pour le consommateur.
- On note que l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie pour une croissance durable ne sera pas soutenue par les candidats antinucléaires, quelles qu'en soient les conséquences économiques pour la France.
- Les réponses à toutes les autres questions sont cohérentes avec les positions affichées habituellement par les partis représentés, avec pour les anti-nucléaires un refus d'engager le projet de stockage géologique des déchets CIGEO.

PNC-France observe avec satisfaction que nombre de candidats se détachent du « laisser-faire » qui prévalait, au profit d'une vision long terme et de la recherche de solutions robustes. C'est le cas de M. Le Pen, V. Pécresse, F. Roussel et E. Zemmour qui incluent dans leur programme la relance du nucléaire pour le bien du climat et le renforcement de notre économie.

PNC-France regrette que certains candidats n'aient pas répondu à un questionnaire clair et précis, facile à remplir. Ce refus révèle peut-être le choix de s'en tenir à des positions ambiguës ou à des annonces de circonstances (ou les deux). PNC-France restera vigilant.

- :- :- :- :-